

sa pensée, et qui, tout en restant, ne cherchait qu'une porte de sortie pour plus tard et croyait l'avoir trouvée là telle qu'il la souhaitait, Maximilien tint à sa rédaction. De guerre lasse, les conseillers laissèrent publier la proclamation telle quelle, jugeant après tout que cette promesse de congrès était inoffensive. Ils comptaient bien en paralyser l'effet, s'en remettant à leur action sur un prince qu'ils regardaient moins comme leur souverain que comme leur captif.

Le sort en était jeté. Maximilien resterait après le départ des Français, et poursuivrait la lutte contre ses adversaires.

Il avait un état-major, des chefs militaires, des ministres. Où trouverait-il de l'argent et des soldats ?

A quelqu'un qui lui posait cette question, M. Larès répondit avec un aplomb superbe :

— C'est le secret du gouvernement.

CHAPITRE XI

Mission Sherman et Campbell. — Dépêches de Napoléon III (4 et 13 décembre). — Malgré l'entente apparente entre le maréchal Bazaine, M. Dano et le général Castelnau, chacun suit une politique personnelle. — Le général Castelnau croit avoir des preuves de la duplicité du Maréchal. — Lettres de M^{re} La Bastida, de Ramon Tavera et du colonel Kodolich. — Déclaration collective du 8 décembre. — Le Maréchal ne s'y associe qu'à regret. — Extraits de ses rapports politiques au ministre de la Guerre. — Négociations de M. Dano en faveur d'une entente américaine apprises fortuitement par le Maréchal. — Note de MM. Larès et Marquez aux trois représentants de la France. — MM. Castelnau et Dano à Puebla (20 décembre). — Entrevue avec l'Empereur. — Mouvements de retraite et de concentration accomplis dans le meilleur ordre. — Places remises aux impériaux, et abandonnées immédiatement par ceux-ci aux juaristes. — Prise d'Oajaca par Porfirio Diaz. — Obstruction de Maximilien. — Établissement de trois grands commandements militaires.

Les États-Unis continuaient à suivre attentivement ce qui se passait au Mexique. En présence des résolutions tant de fois annoncées du gouvernement français de retirer ses troupes, et en présence du commencement d'exécution donné à ces résolutions, il était dif-

ficile au cabinet de Washington de conserver la même attitude batailleuse et défiante : elle n'eût pas tardé à devenir tout à fait ridicule.

M. Seward le comprenait, et songeait à remplacer son rôle de matamore par un rôle plus pratique. Les Français s'en allaient, Maximilien partirait avec eux : il y avait donc urgence à s'entendre pour que l'anarchie ne succédât point à ce double départ. Et, afin qu'il n'y eût aucun doute sur ses intentions, M. Seward confia au général Sherman et à M. Campbell la mission d'aller tâter le terrain et de voir les choses par eux-mêmes.

Le Maréchal fut mis au courant par le contre-amiral Didelot :

Thémis, le 10 novembre 1866.

... Autant que nous pouvons être informés, la mission du général Sherman et de M. Campbell, le ministre nommé auprès du gouvernement du président Juarez, a pour but d'amener, s'il est possible, une entente entre les différents chefs dissidents du Mexique, et notamment le président Juarez et le général Ortega, de manière à établir un gouvernement régulier, au lieu de l'anarchie profonde à laquelle ce pays serait en proie après notre départ et la chute de l'Empire. M. de Montholon a eu, de M. Seward, la promesse que les instructions de Sherman et de Campbell lui seraient communiquées très prochainement...

... Il a reçu d'ailleurs l'assurance formelle qu'elles ne contiennent rien dont nous pourrions prendre ombrage...

Les envoyés en effet, malgré le titre de l'un d'eux, avaient la mission la plus large à remplir. Ils comprenaient quelles difficultés rencontrerait la recon-

naissance pure et simple de Juarez, et ils étaient décidés à chercher au besoin une autre personnalité moins compromise pour faciliter l'entente souhaitée et l'apaisement désiré. La frégate la *Susquehannah* les amena dans les eaux de Vera-Cruz. Ils firent alors sonder le Maréchal sur l'accueil qu'ils en pouvaient attendre, par M. Marcus Otterbourg, chargé du consulat des États-Unis à Mexico.

Le Maréchal répondit que le général Sherman serait accueilli par lui « avec toute la distinction due à son haut grade et avec la plus franche cordialité ».

Le général et M. Campbell allaient descendre à terre et se diriger sur Mexico, lorsque les nouvelles d'Orizaba leur parvinrent. Maximilien n'abdiquait pas : l'Empire subsistait. Il n'y avait pour eux rien à faire présentement. Ils ne débarquèrent même pas, et, le 2 décembre, la *Susquehannah* reprenait la mer, touchait à Tampico, et allait déposer à la Nouvelle-Orléans les deux envoyés des États-Unis.

Cet incident eut du moins un résultat, et fâcheux celui-là. L'affaire fut ébruitée, et ce projet d'entente entre la France et les États-Unis, si vague qu'il fût, ne tarda pas à devenir « un traité franco-américain ». L'entourage de Maximilien en prit texte pour l'exciter encore davantage contre la France, et pour le mettre en défiance des conseils qu'il pouvait recevoir de ses représentants.

On trouve un écho de cette opinion dans une lettre confidentielle du vicomte de la Pierre, adressée le 10 décembre 1866, de Mexico, au général Almonte :

Vous aurez vu par le déplorable communiqué des autorités françaises qu'on ne se lasse pas de chercher tous les prétextes pour justifier un abandon injustifiable, dans lequel les responsabilités personnelles espèrent disparaître devant la grosse responsabilité gouvernementale...

Le côté grave de ce communiqué, c'est d'y avoir compromis M. Castelnau, derrière lequel chacun voit l'Empereur. Le prétexte ressemble à celui du loup contre l'agneau, dans La Fontaine, car depuis six semaines le traité franco-américain était connu de tout le monde, et *l'Estafette*, organe avoué du quartier-général, le tambourinait chaque matin à tour de bras...

Tout n'était pas faux dans ces observations du correspondant du général Almonte. Depuis plusieurs mois déjà, M. Dano entretenait une correspondance officieuse avec le marquis de Montholon dans le but d'arriver à une entente avec le gouvernement des États-Unis; mais les choses n'étaient point aussi avancées qu'on le croyait, et, surtout, c'était une erreur d'attribuer au quartier-général une part quelconque dans cette négociation, car il l'ignorait complètement, ainsi qu'on le verra.

Lorsque le Maréchal et le général Castelnau furent informés du résultat des conférences d'Orizaba, ils télégraphièrent à Napoléon III pour le mettre au courant de cette situation nouvelle. Dans le même temps, Napoléon III envoyait au Commandant en chef le télégramme suivant :

Paris, 4 décembre 1866.

Je suis décidé à rapatrier le corps d'armée du Mexique au commencement de mars. Prenez les mesures nécessaires.

Nos nationaux, avec les Autrichiens et les Belges, sont autorisés à s'embarquer avec nos troupes pour la France. Des instructions complémentaires et une lettre à Castelnau vous parviendront prochainement.

NAPOLÉON.

Les deux télégrammes s'étant croisés en route, Napoléon III adressa une nouvelle dépêche :

Compiègne, 13 décembre 1866.

L'Empereur au général Castelnau.

Reçu dépêche du 3 décembre de Mexico. Évacuation doit être terminée en mars. Rapatriez la légion étrangère et tous les Français, soldats ou autres, qui désirent rentrer, ainsi que les légions autrichienne et belge, si elles le demandent. Les transports partiront d'ici à la fin de décembre.

NAPOLÉON.

Les ordres étaient formels, comme on voit, mais seulement pour ce qui concernait l'évacuation. Pour tous les autres points se rapportant à l'état politique du Mexique, il n'en était pas question, malheureusement, car il n'y avait qu'une entente apparente entre les trois chefs chargés de représenter l'action du gouvernement français, et chacun d'eux, avec ses tendances particulières, suivait une politique personnelle.

Le général Castelnau ne voyait qu'une chose, l'armée à rapatrier, et, pour y arriver plus promptement, il aurait désiré le départ de Maximilien, l'organisation d'un pouvoir quelconque, avec qui on eût pu, en partant, faire un traité honorable : son candidat préféré à la présidence de ce gouvernement était l'homme de

tête et d'énergie qui avait été le bras droit de Juarez jusqu'à ce jour, M. Lerdo de Tejada.

Toutefois il se serait contenté du général Ortega. Celui-ci ambitionnait ce rôle à jouer ; il avait envoyé à Mexico un ami, M. Manuel Fernandez, porteur de pleins pouvoirs pour traiter avec le Maréchal. D'autre part, certains pensaient au général Porfirio Diaz, et l'on accusa même le commandant en chef de traiter directement avec lui, ce qui est faux : les rapports courtois qui s'établirent à cette époque entre ces deux personnages n'avaient pour but que d'obtenir l'échange des prisonniers.

Le Maréchal éprouvait la plus vive répugnance à pousser à la chute du trône de Maximilien. Certains attribuaient ce sentiment chez lui à l'influence de la maréchale : Mexicaine et devenue depuis le départ de l'Impératrice Charlotte la femme la plus en vue de Mexico, elle était très sensible aux honneurs que sa haute situation lui valait, et elle passait pour désirer en jouir le plus longtemps possible. Elle aurait au besoin employé toutes les ressources de la diplomatie féminine pour arriver à ses fins ; c'est du moins ce qui paraît résulter d'un récit que nous a fait le général Castelnau.

Depuis quelque temps, le général croyait s'apercevoir que M. Dano, jadis partisan très chaud de l'évacuation immédiate, faiblissait dans son zèle et ne le soutenait plus que mollement. Le général ne savait à quoi attribuer ce revirement.

Un jour, un jeune attaché d'ambassade, secrétaire de M. Dano, M. Centule de Béarn, dit au général :

— Demain, j'ai congé : si vous le permettez, je passerai ma journée avec vous.

Il était aimable et spirituel : on accepta sa proposition avec empressement.

Le lendemain, au déjeuner, il dit :

— Savez-vous ce que j'ai fait ce matin ? J'ai assisté au mariage de mon chef.

M. Dano s'était marié en effet, ou plutôt la maréchale l'avait marié. Il y avait alors à Mexico une famille étrangère, les B***. M. B*** avait quatre filles et une fortune colossale. L'aînée des filles était mariée ; mais non les autres : M^{me} Bazaine s'imagina qu'en faisant épouser la seconde à M. Dano, elle trouverait par là en lui un auxiliaire, et elle ne s'était pas entièrement trompée.

Ce n'est pas tout. Puisque son plan avait réussi, n'y avait-il pas mieux à faire ? M. B*** avait deux autres filles : le général Castelnau et M. de Maintenant, par bonheur, étaient célibataires ; si on parvenait à les enchaîner aussi, la chaîne étant d'ailleurs toute charmante et excessivement dorée, de la sorte quatre volontés féminines agiraient de concert. En fallait-il plus pour combattre les ordres de Paris et vaincre les nécessités de la politique ? Ses espoirs ne se réalisèrent point : le général Castelnau et M. de Maintenant quittèrent le Mexique sans avoir pris femme.

L'envoyé de Napoléon III, qui ne perdait point de vue les agissements de la maréchale, surveillait plus étroitement encore les agissements du Maréchal. Si habile, si réservé qu'il fût, son attitude n'en donna

pas moins l'éveil aux animosités toujours prêtes à se produire à la faveur de situations troublées. On lui remit divers documents contenant des insinuations contre le Maréchal.

C'était d'abord une lettre de l'archevêque de Mexico à la princesse Iturbide¹ :

3 décembre 1866.

Madame,

Je ne trouve aucun inconvénient à vous dire par écrit que M. Larès m'a rapporté que le Maréchal Bazaine désirait le retour de l'Empereur, et que l'Empereur Napoléon désirait la même chose.

Je suis, de Votre Altesse, l'affectionné et dévoué serviteur.

P. A.,

Archevêque de Mexico.

Le second document était une déclaration du colonel autrichien Kodolich :

Mexico, 3 décembre 1866.

Je déclare solennellement qu'avant mon départ pour Orizaba, le 22 de novembre, S. E. le Maréchal Bazaine m'a autorisé de dire à S. M. l'Empereur qu'il n'avait aucun doute que, en cas que S. M. prenne la résolution de revenir à Mexico et de garder les rênes du gouvernement, les troupes françaises pourraient encore rester au pays jusqu'au mois de novembre 1867.

Le colonel aide-de-camp de S. M.,

KODOLICH.

M. le capitaine Pierron, présent.

1. Ces documents nous ont été communiqués par M. le général Castelnau. Ils avaient été adressés au capitaine Pierron, secrétaire particulier de Maximilien.

La troisième pièce émanait du sous-secrétaire d'État à la Guerre :

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE
DU MINISTRE DE LA GUERRE.

Mexico, le 5 décembre 1866.

Monsieur,

La veille du départ du Conseil d'État pour Orizaba, M. Larès et moi sommes allés ensemble voir M. le Maréchal, et, après avoir réglé la question des escortes pour la sûreté de la route, S. E. le Maréchal déclara que la politique adoptée en dernier lieu par S. M. l'Empereur était la meilleure, et qu'elle aurait dû être suivie d'abord; qu'il croyait, avec le parti conservateur, qu'il pourrait faire le bien du pays; qu'il désirait son retour à la capitale, et que, pour sa part, il était disposé à le soutenir comme toujours en se conformant aux ordres de son souverain. S. E. ajouta que, quoique invitée à se rendre à Orizaba, elle n'y irait point, parce qu'elle n'avait personne à qui remettre le commandement. Sur cela nous nous retirâmes.

Voilà ce qui s'est passé avec le Maréchal et ce que je vous dis pour votre gouverne.

Votre affectionné qui vous baise les mains,

RAMON TAVERA.

Quoique cette dernière lettre ne contient rien de bien compromettant pour le Maréchal, qui avait pu donner de bonnes paroles aux nouveaux ministres sans que cela l'engageât beaucoup, et qui, du reste, avait pris soin de dire qu'il soutiendrait Maximilien *comme toujours, en se conformant aux ordres de son Souverain*, rapprochée des deux précédentes, elle parut dévoiler le plan du Commandant en chef, et le général Castelnau crut voir dans ces documents la preuve irrecusable de sa duplicité.

Une note trouvée plus tard, dans des circonstances bizarres, nous apprend l'impression alors produite sur lui par ces révélations :

Au moment de fermer mon courrier, on me communique deux pièces qui me prouvent de la façon la plus irrécusable, ce dont je me doutais déjà, que les manœuvres secrètes du Maréchal avaient seules empêché l'Empereur Maximilien de quitter Orizaba, alors qu'il y était le plus disposé.

Ces pièces, dont copie est ci-jointe, sont une déclaration du colonel comte Kodolich,

Et une lettre de l'archevêque de Mexico à la princesse Iturbide.

Il résulte de ces pièces et d'une lettre du Maréchal à M. La-rès, président du Conseil, lettre qui a passé sous les yeux de tous les membres de la Conférence d'Orizaba, que, si l'Empereur Maximilien restait au Mexique, le Maréchal s'engageait à maintenir ses troupes jusqu'au mois de novembre!...

Et pendant ce temps-là, dans nos réunions, dans ses conversations avec nous, le Maréchal avait l'air de se désespérer des lenteurs apportées par Maximilien à son départ; lenteurs qui, suivant lui, compromettaient tout le succès de nos négociations futures.

La connaissance de ces documents m'imposait de sérieuses obligations.

J'avais deux partis à prendre :

Retirer au Maréchal le commandement, et le donner au général Douay;

Ou bien aller trouver le Maréchal, lui prouver que je n'étais plus sa dupe, lui faire comprendre toute la gravité de ses torts, et chercher, en faisant vibrer en lui certaines cordes, à le ramener à un dévouement absolu à Votre Majesté et à une ligne de conduite plus droite, etc.

Le premier plan était le plus simple et peut-être aussi le plus séduisant, mais il avait de grands inconvénients : éclat,

scandale, le Maréchal déconsidéré aux yeux de l'armée et perdu à jamais, etc., etc.

Après mûre réflexion, et quand j'ai cru m'être bien inspiré des sentiments de Votre Majesté...

La note se termine là. Ce n'était qu'un brouillon qui ne fut pas expédié à Paris. Toutefois il renferme la substance de la lettre qui accompagna l'envoi des documents à Napoléon III.

Le général pensait avoir de bonnes raisons d'ajouter foi aux accusations portées contre le Maréchal, non point seulement parce que la personne qui les lui remettait lui inspirait toute confiance, mais aussi parce qu'il se rappelait qu'au moment de son arrivée à Mexico, Maximilien partait pour Orizaba et que les sentiments connus de l'Empereur le portaient alors à abdiquer et à regagner l'Europe sans plus tarder. Le général ne s'expliquait pas les changements survenus dans les résolutions de l'Empereur : les lettres qu'on lui communiquait lui apportaient, semblait-il, cette explication. Il crut donc que l'influence du Maréchal s'était effectivement exercée dans un sens contraire à sa mission, contraire aux intérêts de la France et aux ordres de Napoléon III, et il est juste de reconnaître que cette opinion n'avait rien d'in vraisemblable. Nous savons en effet qu'à ce moment-là on ignorait encore la lettre écrite par M. Éloin à Maximilien. Le général Castelnau l'ignorait comme tout le monde, et, naturellement, il attribua aux seules causes connues de lui le revirement opéré par elle dans l'esprit si mobile du Prince.